

# Ne faites pas cette tête là!

(Maladroite - et vaine ? - tentative pour consoler une gôche affligée)

Quelle tête faites-vous là ! N'auriez-vous pas regardé régulièrement les journaux télévisés et lu assidûment votre quotidien ces derniers temps ?...

- Votre retraite ?... Oui, encore retardée... Peu réjouissant, en effet... Vous n'auriez pas, en plus, gobé les «démonstrations» de savants économistes et de brillants éditorialistes qui prouvent, courbes et chiffres à l'appui, que c'était une mesure absolument nécessaire ?...
- La Bourse ?... Oui, elle fait du yo-yo... Et alors ?... Est-ce que vous ne vous seriez pas laissés enfumer par la description apocalyptique de tous ces milliards «partis en fumée» et par l'allusion à vos petites économies qui pourraient subir le même sort ? Hein ?...
- La dette publique ?... Abyssale, en effet... Ça vous oppresse à ce point ?... Auriez-vous mal supporté ce calcul accablant qui «atteste» qu'à cause de vos dépenses inconsidérées, l'enfant qui vient de naître est chargé d'une dette de plus de 20 000 euros ?...
- La crise ?... Le chômage ?... La pollution ?... Si vous pensez que, là-haut, «ils» n'y peuvent pas grand-chose, on comprend votre angoisse !...

Mais, cependant, vous montrez de l'intérêt pour les campagnes électorales qui s'ouvrent et accordez de l'attention à des candidats annonçant déjà qu'ils pourront faire beaucoup? Reconnaissez-le: vous mettiez quelques espoirs dans le meilleur économiste de la planète!... Et ses camarades, toujours disponibles, sans tare ni tache trop connues ou trop récentes, qui seront présents au second tour, vous vous sentirez obligé de les soutenir, non?... Sans y croire, tout en y croyant?! En espérant que des solutions vont jaillir du Conseil Général de Corrèze ou de la Mairie de Lille?... Comment voulez-vous que votre moral ne pâtisse pas de contradictions et de fadaises pareilles!

Ne faites donc pas cette tête là : il y a largement de quoi se réjouir. Les «élites» ont rarement été dans une

telle mouise, leur vraie nature et leur incapacité ont rarement été aussi évidentes. C'est une belle occasion de s'en débarrasser! Le capital est en difficulté? Dans la joie et la détermination, frappons la bête pour l'achever!

Bien entendu, l'animal ne va pas crever comme ça ; l'agonie ne sera ni rapide, ni facile. Soyez sûr par contre, que si on hésite devant le monstre, ce sera encore plus long et difficile.

Allez, quoi, ne faites pas cette tête-là, faites la révolution, c'est vraiment la seule solution!

Vous n'avez plus le choix : Pour sauver vos économies,



A l'heure où les médias dominants commémorent le dixième anniversaire de l'attentat contre le Pentagone et le World Trade Center, nous vous proposons, en contre-point à la propagande officielle, le texte que Benoit Mély, écrivit dans le mois qui suivit les attentats de 2001. Cet article fut publié dans le numéro de novembre-décembre 2001 des *Cahiers rationalistes*.

A cette époque, l'auteur travaillait à la rédaction de son livre *De la séparation des Eglises et de l'Ecole*, livre publié à titre posthume en 2005 aux Editions Page 2. Il avait milité contre les fatwas prononcées contre des intellectuels laïques tels que Salman Rushdie et Taslima Nasreen. Il était donc bien placé pour appréhender l'âpreté des luttes pour éliminer les religions des affaires publiques (notamment scolaires), quelles que soient ces religions, chrétiennes ou musulmane, et pour gagner le droit à penser par soi-même.

L'auteur rappelle que le fanatisme religieux trouve son terreau dans les dégâts économiques et sociaux causés par le capitalisme. Il oppose au fascisme religieux (terme repris de militants démocrates et laïques du monde musulman) une démocratie laïque qui, dans le combat pour le socialisme, lui semble être l'outil le plus efficace jusqu'à ce qu'on trouve mieux.

Tout progrès réel passe par la défaite politique du fondement religieux des droits civils et politiques des hommes et des femmes. Dix ans après, les analyses de ce texte restent d'actualité. Beaucoup d'attentats ont depuis tués de nombreux civils y compris musulmans. La mort récente de Ben Laden n'empêche pas que la guerre d'Afghanistan continue à tuer des hommes et des femmes.

La question de la laïcité et de la démocratie laïque posée dans ce texte prend une importance particulière au regard des insurrections populaires que les pays arabes connaissent depuis fin 2010.

# 11 septembre 2001 : Le jour où la question de la laïcité est devenue mondialisée

Au moment où ces lignes sont écrites (15 octobre 2001), le gouvernement des Etats-Unis a entrepris depuis une semaine avec l'aide de ses alliés d'écraser sous les bombes en Afghanistan un régime qu'il a longtemps soutenu en sous-main, et de capturer l'un de ses anciens meilleurs agents devenu le terroriste le plus recherché du monde. Peut-être au moment où ces lignes seront publiées Oussama Ben Laden aura-t-il été mis définitivement hors d'état de nuire et un autre gouvernement, moins détestable, aura-t-il été installé à Kaboul. Peut-être les sentiments de colère devant ces bombardements, bien plus aveugles qu'on ne le dit, et de compassion vis-à-vis des victimes civiles, qui étreignent aujourd'hui les populations de nombreux pays, principalement au "Sud", auront-ils fait place à la résignation muette, au Pakistan et ailleurs. Peutêtre en Occident la peur d'autres attentats terrifiants aura-t-elle été refoulée sous les communiqués de victoire officiels, accompagnés ici ou là de quelques discrets remerciements au Dieu des chrétiens qui "nous" aura permis une fois encore de triompher du Mal.

Peut-être. Mais même dans ce cas de figure, le soulagement ne serait pas de mise. Le gouvernement américain a désigné au monde une cible, un pays, une organisation à abattre : mais le fanatisme religieux qui forme les candidats au suicide n'a rien de centralisé, rien qui le rattache à un pays identifié une fois pour toutes. Quel que soit le sort que l'avenir réserve à Ben Laden et à ses réseaux, il ne faut pas perdre de vue que l'islamisme radical est une hydre à multiples têtes ; et les forces vives de ce fanatisme religieux ne se trouvent pas seulement, et pas principalement, en Afghanistan. Tant que le terreau n'en sera pas asséché, c'est-àdire tant que les causes de sa naissance et de sa prolifération ne seront pas identifiées, reconnues et extirpées, cette bête immonde-là, même frappée en un endroit, pourra continuer à prospérer ailleurs et à exercer partout ses ravages.

## Fascisme religieux

La montée de l'intégrisme islamique n'est pas un phénomène "exotique" échappant à la rationalité politique qui s'applique à l'histoire du monde occi-

dental. Depuis longtemps, dans le monde officiellement appelé musulman, des militants et intellectuels démocrates et laïques (car il en existe bel et bien, même si l'Occident a préféré en général les ignorer depuis bien des années) l'ont défini comme un "fascisme religieux". Cette défi-

nition est éclairante pour trois raisons au moins :

1) Elle met l'accent, par-delà les différences de références idéologiques, sur ce fait fondamental que l'islamisme, comme le fascisme d'Europe après la première guerre mondiale, est d'abord une doctrine de guerre contre son propre peuple. En introduction d'un livre d'un intérêt exceptionnel (Why I am not a muslim), dédié "aux femmes qui subissent le fascisme religieux" - livre qui attend encore un éditeur français -, Ibn Warraq écrivait en 1995 :

«A ceux qui regrettent de ne pas avoir vécu dans les années 1930 pour faire preuve d'engagement envers une cause, je rappellerai d'une part l'affaire Rushdie, d'autre part la guerre qui se déroule en Algérie, au Soudan, en Iran, en Arabie Saoudite, et au Pakistan, une guerre dont les principales victimes sont les musulmans, les femmes musulmanes, les intellectuels, les écrivains et les gens ordinaires»<sup>1</sup>

L'islamisme radical n'a effectivement rien à voir avec un mouvement de défense des opprimés comme d'imprudents intellectuels occidentaux s'en étaient jadis persuadés au plus haut de la révolution iranienne. Il n'a rien à voir non plus avec la défense des Palesti-

> niens qu'il instrumentalise pour ses propres objectifs. C'est un fanatisme idéologique qui exerce d'abord, comme les totalitarismes des années 1930, sa terreur sur les peuples mêmes au nom de qui il prétend parler.

Et comme dans les années 1930, longtemps nous avons été bercés de l'idée qu'il se contenterait de sévir "chez les autres" et ne viendrait jamais "chez nous". Le

réveil est brutal ; il faut qu'il soit salutaire.

2) Pas plus qu'on ne peut rendre compte de la montée du fascisme en Europe entre les deux guerres mondiales indépendamment du sentiment d'exaspération et d'impasse généré par la crise sociale et économique de l'après-Première Guerre Mondiale (en Italie) puis des années 1930 (en Allemagne notamment), on ne peut comprendre l'islamisme radical indépendamment de la brutalité même avec laquelle l'ordre économique et politique dicté par les grands États du "Nord" s'impose aujourd'hui au reste de la planète. Une mondialisation irresponsable a jeté des populations entières dans la lutte pour la survie, la peur du lendemain ou le désespoir. Elle les



prive d'accès aux soins élémentaires et à l'éducation, à travers des plans d'économie dictés sans état d'âme par les grands instituts financiers. C'est de ce terreau-là que surgissent aujourd'hui à la surface de toute la planète diverses régressions dans la barbarie; dans l'aire musulmane, celles-ci ont pris la forme de l'islamisme radical. Quand les États les plus riches du monde ne savent que se féliciter, à chacune de leurs réunions internationales, de la situation effroyable dans laquelle ils ont plongé le monde, comment s'étonner que des intégrismes cherchent à détourner à leur profit l'immense colère qu'ils suscitent et à se faire passer frauduleusement pour les vengeurs des opprimés ?

Il n'est pas sérieux de soutenir que la gestion désastreuse des affaires de la planète par ceux qui en sont aujourd'hui les maîtres n'est pour rien dans l'émergence de l'intégrisme politique, au motif que les cadres de ce mouve-



ment, et même ses candidats au suicide, ne sont pas eux-mêmes des ignorants ou des miséreux. Les cadres des mouvements fascistes européens étaient eux aussi pour la plupart issus de la bourgeoisie, souvent diplômés d'université. Il est temps de reconnaître que ce qui a frappé New York et Washington le 11 septembre constitue le produit monstrueux d'un monde luimême monstrueux.

3) Le principal trait distinctif de ce fascisme d'un type nouveau est cependant son caractère religieux, qu'on ne doit en aucun cas sous-estimer sous peine de ne pas comprendre ce qui le rend particulièrement virulent et dangereux. Les hommes qui se sont emparés des commandes des avions du 11 septembre se considéraient sans aucun doute comme des soldats d'une guerre sans merci visant à abattre la puissance américaine et occidentale ; mais c'étaient aussi des croyants au plus haut point désireux de sauver leur âme. Leur conviction qu'il existe un autre monde auguel la mort donne accès était totale. "Purifie ton âme de tout ce qui est souillure. Oublie complètement ce qu'on appelle 'ce monde-ci'... Sache que les jardins du paradis t'attendent dans toute leur beauté", car "Heureux ceux qui gagnent l'immense récompense de Dieu": ces formules du document que les terroristes eurent à lire avant le passage à l'acte ont démontré leur redoutable efficacité dans la manipulation d'individus disposés à se tuer, et à tuer en masse, pour "gagner le ciel", selon l'expression employée (le texte intégral de ces "consignes du dernier jour", dont personne ne met en doute l'authenticité, a été publié par Le Monde du 2 octobre).

Le discours religieux tenu aux futurs suicidés du World Trade Center et du Pentagone n'a rien de particulièrement original. C'est justement pour cela qu'il a si bien fonctionné : on ne leur a pas répété au moment suprême autre chose que ce qu'ils ont entendu toute leur vie. L'idée qu'il existe un autre monde préférable à "ce monde-ci" et que l'obéissance aux volontés divines permet d'obtenir après la mort "l'immense récompense de Dieu" fait partie du discours le plus commun de leur religion - comme du christianisme d'ailleurs. Et on ne leur a pas demandé de faire preuve devant la mort subie et répandue autour d'eux d'autres "qualités" que celles que les autorités de toutes les religions se plaisent à cultiver chez leur fidèles : fermer son esprit au doute, adorer Dieu et se persuader que "la seule chose qui importe, c'est de sauver son âme"2, en faisant entièrement confiance à ladite autorité sur les voies qui permettent de "gagner le ciel".

Assurément, toute foi religieuse ne conduit pas nécessairement au fanatisme ; il faut des conditions particulières pour que la transformation s'opère. Tout le problème vient de ce que ces conditions sont aujourd'hui largement réunies, au point qu'il paraît plausible que le terrifiant "succès" du 11 septembre ait d'ores et déià suscité d'autres vocations et, selon des modalités terroristes peut-être différentes, d'autres préparatifs. Dans un essai très pertinent, et en un sens prémonitoire, consacré à l'examen de la stratégie mise en œuvre par Khomeiny dans l'affaire Rushdie (1997), le sociologue iranien Ramine Kamrane attirait l'attention sur l'utilisation méthodique du sacré dans la stratégie islamiste de conquête du pouvoir. "L'intégrisme religieux constitue le grand défi totalitaire des années à venir"3, prévenait-il, soulignant qu'on pouvait mépriser ses valeurs, mais non sous-estimer son intelligence politique ni sa détermination.

Il reste à examiner d'où ce totalitarisme-là tire sa force, ce qui conduit à s'interroger sur la responsabilité des choix politiques des États qui dirigent le monde dans son apparition et son renforcement spectaculaire.

## Endoctriner plutôt qu'instruire un choix politique qui se révèle dramatiquement nocif

Il y a de la part des puissances occidentales beaucoup d'hypocrisie à s'indigner de ce "dévoiement" de la religion, alors que c'est avec leur plein accord que les gouvernants du tiersmonde se sont de plus en plus profondément impliqués dans le soutien d'Etat à une religion officielle, catholique ici, musulmane ailleurs. "Il faut une religion pour le peuple"; jamais cette maxime politique n'a été davantage mise en pratique que par les tenants de la "bonne gouvernance" mondialisée d'aujourd'hui. La jeunesse des pays du tiers-monde en est la première victime : endoctriner plutôt qu'instruire est le choix politique fondamental qui gouverne depuis de longues années les politiques scolaires de nombreux pays du monde. Sous l'impact d'une régression sans précédent des dépenses publiques d'éducation depuis dix ans, la promesse de la conférence internationale des ministres de l'éducation à Jomtien (Thaïlande) en 1991, selon laquelle "la scolarisation élémentaire serait à peu près universelle en l'an 2000", est depuis longtemps oubliée ; mais l'instruction religieuse est un "droit" que les gouvernements du tiersmonde prennent en général grand soin de respecter. Des continents privés d'écoles se sont ainsi couverts d'églises, de temples ou de mosquées.

Si les États musulmans ne sont pas les seuls à avoir fait du recours à la religion un instrument de gouvernement durant ces dernières décennies, ils l'ont fait pour beaucoup d'une façon peutêtre plus systématique encore. Sans pouvoir entrer ici dans une analyse des situations différenciées, il convient de mettre en lumière ce fait essentiel pour juger de la pertinence des protestations occidentales offusquées devant "l'utilisation politique de la religion" par le terrorisme actuel : avant même la première grande victoire de l'islamisme radical, celle qu'il a remportée à Téhéran en 1979, les plus proches alliés des États-Unis dans cette partie du monde, l'Arabie Saoudite et le Pakistan, États constitutionnellement "islamiques". avaient fait de la loi coranique le fondement de leur droit politique comme de leur droit civil. La religion a servi hier en "terre d'islam" à combattre les partis communistes, liés ou non à l'URSS4; elle a servi et sert toujours à écraser sous la langue de plomb du conformisme religieux une culture musulmane classique nourrie d'ouverture à l'autre, à la pensée libre et à la vie<sup>5</sup> ; elle a servi et sert toujours à tenter d'étouffer toute pensée et toute action indépendante, laïque, démocratique, féministe ou syndicaliste. Bien entendu, c'est au nom des besoins religieux du peuple

que ces dispositifs de conditionnement idéologique de masse se sont mis en place. En 1983 déjà, à propos du Pakistan, Salman Rushdie soulignait dans son roman *La Honte*:

«Au Pakistan, le prétendu "fondamentalisme" islamique n'est pas né du peuple. On le lui a imposé d'en haut. Des régimes autocratiques ont trouvé utile d'épouser la rhétorique de la foi, parce que c'est un langage que le peuple respecte, car il hésite à s'y opposer<sup>6</sup>»

Avec le plein accord de la chrétienne Amérique du Nord, le Pakistan, ce pays où près de la moitié de la population adulte est illettrée, a considérablement renforcé ces vingt dernières années sa "rhétorique de la foi" (officiellement dénommée islamisation) sous la protection du gourdin de l'État (au début de 2001 encore, un tribunal pakistanais a condamné à mort un homme coupable d'avoir incité un ami musulman à lire les Versets Sataniques). A peu près tous les autres États de l'aire dite musulmane, y compris la "laïque" Turquie (où l'enseignement religieux a été rétabli à l'école depuis 1984), se sont engagés plus ou moins loin dans la même voie, toujours sans qu'aucune puissance occidentale, y compris la France, n'y trouve à redire. Une puis-

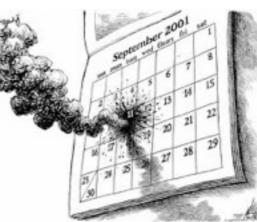
sance immense a ainsi été accordée par les États musulmans à des autorités religieuses qu'on croyait pouvoir contrôler. Il s'avère que le calcul était à courte vue. Nombre de ces religieux, dans les conditions d'exaspération politique actuelles des masses de leur pays, échappent aujourd'hui à toute tutelle gouvernementale et tendent à vouloir jouer un rôle politique pour eux-mêmes, conduisant leur pays, et toute la planète, au seuil d'une situation extrêmement périlleuse.

Il est temps d'ouvrir les yeux sur les immenses dangers du recours à la religion d'Etat comme dérivatif aux malheurs des peuples. Des hommes saturés de religion dès l'enfance, conduits par la puissance publique elle-même à voir dans un Livre sacré la source ultime de tout droit, ayant grandi dans un univers où toute voix critique est bannie ou condamnée. sont aujourd'hui pour l'intégrisme politique les plus faciles des proies. Et les interventions militaires, quel que soit, répétons-le, le sort immédiat d'un Ben Laden, sont fondamentalement impuissantes à y changer quoi que ce soit. Le fanatisme religieux ne craint pas les bombes; la violence faite aux peuples lui donne au contraire sa chair et son sang. Il craint la libre confrontation des idées - la liberté de professer le culte de son choix, ou de n'en professer aucun, de s'instruire et de lire les livres, tous les livres sans interdits d'un autre âge, de régler les rapports sociaux, et notamment les rapports entre les hommes et les femmes, sur d'autres normes que des normes religieuses ; il craint la séparation du religieux et du politique, en d'autres termes la laïcité ; il craint la démocratie.

Ce sont ces armes-là qui seules permettraient de combattre efficacement le terrorisme religieux. Mais depuis des dizaines d'années, les gouvernements des Etats-Unis et des autres pays les plus puissants de la planète n'ont pas voulu en entendre parler. Un terreau malsain a été systématiquement préparé, voire entretenu de la façon la plus irresponsable qui soit, sans que le 11 septembre 2001 n'ait provoqué à ce jour aucune révision déchirante. Ces choix politiques occidentaux ont donné et donnent encore à l'islamisme radical l'aliment nécessaire pour croître et gagner de nouveaux adeptes, chacun des deux adversaires contribuant ainsi au même titre que l'autre à plonger l'humanité dans une spirale délétère.

#### La laïcité, valeur universelle

Le crime obscurantiste commis le 11 septembre aux Etats-Unis et la me-



nace désormais présente d'autres actes de fanatisme en Occident mettent donc les opinions publiques du "Nord" devant l'alternative d'accorder leur confiance à leurs gouvernements pour mener une guerre (ou une suite de guerres) contre-productives et inévitablement perçue(s) au "Sud" musulman comme une (ou des) croisade(s), ou de repenser de fond en comble l'ensemble des rapports sociaux et politiques de la planète, afin de faire prévaloir des vues rationnelles et humaines sur les forces qui nous mènent à l'abîme. Dans cette gigantesque et complexe remise en cause, d'où doivent naître les fondements d'un monde enfin viable, il nous faut accorder une attention nouvelle aux voix qui, venant de "terre d'islam", nous ont dit depuis longtemps déjà que la laïcité (en anglais : secularism) était pour leurs pays la seule issue.

La laïcité, valeur universelle : les révolutionnaires français qui en 1792 abattirent une monarchie "établie par Dieu" et proclamèrent que la souveraineté résidait dans le peuple, en étaient convaincus - et qu'ils aient utilisé le vieux mot de sécularisation du pouvoir civil, et non celui de laïcité, apparu plus tard, au début des années 1870, ne change rien à la chose. L'idée, au demeurant, n'a rien de spécifiquement français, contrairement à ce qu'une certaine tradition laïco-nationaliste laisse entendre. Elle n'est en rien non plus fille du christianisme, comme de bons esprits désireux de vivre autrement leur religion (ce qui est tout à leur honneur) mais un peu trop enclins à prendre des libertés avec l'histoire ont voulu nous en persuader depuis Vatican II. C'est la nausée devant les ravages d'un fanatisme religieux chrétien, exacerbé à la suite du schisme du XVIème siècle, et l'importance croissante accordée au droit de chacun à se déterminer librement en matière religieuse ("chacun est pour soi-même sa propre orthodoxie" selon la célèbre formule de Locke) qui a conduit à concevoir la religion comme «affaire privée», dans un mouvement où l'Angleterre et les Pays-Bas, avant même la France des philosophes, jouèrent un rôle pionnier. Le développement politique de cette conception «sécularisatrice» des rapports sociaux a permis de réaliser à la fin du XVIIIème siècle les premières séparations des Eglises et de l'Etat (les Etats-Unis après leur indépendance en premier lieu, puis la France sous la Révolution). L'un des acteurs maieurs de ce processus. l'anglais Thomas Paine, a exprimé sans ambiguïté la valeur universelle de ce principe en condamnant, dans Le Siècle de la Raison (1794) «l'union adultère de l'Eglise et de l'Etat, partout où elle a eu lieu, que ce soit en Judée, parmi les chrétiens, ou en Turquie»8 (c'est-à-dire dans l'empire ottoman, alors assimilé au « monde musulman »).

Devenu ensuite colonialiste, puis néo-colonialiste, l'Occident (y compris la France républicaine) a préféré s'appuyer sur les forces religieuses traditionnelles pour sa domination planétaire. Il a trouvé la justification idéologique de son attitude, en rupture avec sa propre tradition, dans un culturalisme qui prétend respecter les civilisations dans leurs différences, mais qui revient au fond à proclamer que la séparation du religieux et du politique établie chez lui (incomplète ou fragile sans doute, mais tout de même sans équivalent sur une grande partie de la planète) est bonne pour lui-même mais ne l'est pas pour d'autres. Comme l'écrit la socioloque Juliette Minces, spécialiste de la condition des femmes dans l'islam :

«Trop souvent, lorsqu'il s'agit des femmes, on préfère se cacher derrière le respect de la « culture d'origine » ou de l' « identité » pour accepter ce qui inacceptable, sans tenir compte du fait que la majorité d'entre elles se battent contre cet inacceptable<sup>9</sup>.»

Il existe bien sûr «un autre islam», tolérant, ouvert, respectueux de la croyance de l'autre comme de sa noncroyance. Des courants sécularisateurs sont apparus dans la religion musulmane au contact de la modernité, comme ce fut le cas pour les religions chrétiennes. Mais chercher à promouvoir un islam modéré comme alternative à l'islam radical pour régir les rapports sociaux et politiques dans les pays où l'islam est religion majoritaire est un non-sens: c'est renoncer d'avance à la seule arme capable de vaincre les intégrismes, la séparation des religions et de l'Etat et l'instauration de démocraties laïques, garantissant la liberté de culte comme la liberté de ne pas croire. C'est présenter comme secondaire ce qui est aujourd'hui pour les pays dits musulmans, comme jadis pour les pays appelés chrétiens, la question politique préalable à tout progrès ultérieur : faire de l'organisation de la société une affaire purement humaine, sans l'intervention d'aucun Dieu. La question est posée en termes très nets par Mahshid Amir-Shahi, romancière iranienne, qui fut, en exil, à l'origine d'un courageux appel d'intellectuels iraniens en défense de Salman Rushdie (les lignes suivantes ont été écrites en 1996):

«Tenter d'arrêter l'intégrisme à l'aide d'un discours religieux modéré est la plus grande erreur qu'on puisse commettre... On nous dit qu'il faut adopter un discours islamique modéré pour ne pas choquer les croyants, ceux qui n'ont rien à voir avec l'intégrisme mais qui tiennent à leurs convictions religieuses car c'est ce qu'ils ont de plus intimes et de plus précieux. Mais qu'est-ce qui leur permet de dire qu'adopter un discours laïque pourrait choquer les croyants ? D'où tiennent-ils cette idée, si ce n'est de la bouche des intégristes, de ces mêmes intégristes qui dénoncent la laïcité comme synonyme d'irréligion, ceux qui décrivent la démocratie comme le règne non seulement de l'incroyance, mais aussi de la dissolution des mœurs qui devrait la suivre ? Accepter de mettre une sourdine au discours laïque, c'est accepter de sa propre initiative les cadres que les intégristes essayent d'imposer à l'expression de toute pensée.10 »

A ceux qui affirment que ce discours laïque est « trop en avance » sur l'état d'esprit général, ou qu'il «offense» maladroitement la foi, il n'est pas inutile de rappeler l'un des plus grands évènements politiques de l'Iran contemporain, la révolte des étudiants de Téhéran de juillet 1999. Car c'est bien la dictature religieuse comme telle qui a

alors été défiée par des dizaines de milliers d'étudiants libérés du pesant contrôle politique du régime, plusieurs leaders du mouvement ayant même publiquement revendiqué le départ des mollahs et l'instauration d'une démocratie laïque. 11 Face à la menace que l'islamisme radical fait aujourd'hui peser sur le monde, les étudiants de Téhéran ont montré en ces quelques jours de liberté conquise sur la peur qu'une issue démocratique existe, et qu'elle peut triompher.

Contrainte elle aussi de quitter son pays, le Bangladesh, sous la menace fondamentaliste, Taslima Nasreen fait dire à un personnage de son roman *Lajja* (1993):

«Nous sommes à la veille du XXIème siècle et nous éprouvons encore le besoin de marquer notre présence par des manifestations de foi dans la société comme dans les affaires de l'Etat. Pourquoi ne pas se battre plutôt pour libérer des infiltrations de la religion la politique des Etats, les conventions sociales et l'éducation ? Si nous voulons la laïcité, cela ne veut pas dire que le Gita [poème sacré indou] doive être récité aussi souvent que le Coran à la radio ou à la télévision. Nous devons lutter pour que la religion soit bannie de toute activité étatique. Dans les écoles, les collèges et les universités, toutes les cérémonies religieuses, les prières, l'enseignement des textes sacrés devraient être interdits. De même, la politique ne devrait pas avoir sa place aux cérémonies religieuses12.»

Depuis que ces lignes ont été écrites, nous avons changé de siècle, et la question posée par Taslima Nasreen, Mashid Amir-Shahi, les étudiants révoltés de Téhéran, et d'autres encore, femmes et hommes d'Algérie, d'Egypte, d'Afghanistan aussi, est devenue une question mondialisée. De la réponse que nous serons capables de lui apporter ne dépend pas seulement l'avenir des pays où l'islam est religion d'Etat, mais désormais aussi le nôtre.

#### Benoit Mély, 15 octobre 2001

- 1) BN WARRAQ, Why I am not a Muslim, New York, Prometheus Books, 1995, p. XIII.
- 2) La citation pourrait être tirée du document remis aux terroristes du 11 septembre 2001. Elle figure dans la Cité de Dieu de Saint Augustin (424 après J. C.).
- 3) Ramine KAMRANE, La fatwa contre Rushdie, une interprétation stratégique, Paris, Kimé, 1997, p. 10.
- 4) Ces partis n'étaient guère portés de leur côté à développer un programme laïque, préférant s'allier à des religieux réputés progressistes ou anti-impérialistes. C'est ainsi qu'en 1979 le parti Toudeh (Parti communiste d'Iran) appela à

- voter OUI au référendum de Khomeiny ratifiant la constitution de la République Islamique.
- Quelle université du monde dit musulman fait aujourd'hui connaître l'œuvre d'Abû Bakr al-Râzi (864-925), le "Rhazes" de la chrétienté médiévale, qui représenta "le principal épisode de radicalisation laïque de la philosophie en terre d'islam" (Alain de Libéra, La philosophie médiévale, Paris, PUF, 1993, p. 103) ? Quel public aujourd'hui pour des poètes tels que le syrien Al-Maarri (903-1057, surnommé le Lucrèce oriental), le persan Omar Khayyam (mort en 1132), ou pour les philosophes arabo-persans ouverts au dialogue avec l'antiquité grecque, y compris l'andalou Ibn Rushd / Averroès (mort en 1198), dont l'œuvre rationaliste, partiellement traduite en latin, ébranla le dogmatisme chrétien dans l'Europe du XIIIème siècle ?
- 6) Salman RUSHDIE, La Honte, Paris, Stock, 1984, p. 286 (édition originale: 1983).
- 7) Cette formule ouvre la Lettre sur la tolérance de John Locke (1689), l'un des tout premiers textes de l'Europe moderne qui comporte la demande explicite d'une "totale séparation de l'Eglise et de l'Etat".
- Le Siècle de la Raison, Presses Úniversitaires de Nancy, 1994, p. 26. Thomas Paine, ingénieur anglais rallié aux indépendantistes américains, définit dans Le sens commun (1776) les principes de la souveraineté populaire et de la séparation des religions et de l'Etat comme fondement du nouvel Etat fédéral. Revenu en Angleterre, et accusé de haute trahison pour avoir vigoureuse ment défendu, dans ses Droits de l'Homme, la validité universelle des principes de la Révolution française (1791), il se réfugia en France et fut élu député à la Convention. Proche de Condorcet, dont il partagea le combat pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et de l'Eglise et de l'Ecole, il incarne le cosmopolitisme révolutionnaire de son époque. L'Amérique du Nord bien-pensante s'empressa de l'oublier. Il se trouva un président des Etats-Unis (Théodore Roosevelt) pour le traiter, lui déiste, de « sale petit athée ».
- 9) «Comment déraciner l'islamisme», in Le Monde du 28 septembre 2001. Juliette Minces est notamment l'auteur de La femme voilée, Hachette, 1992.
- 10) Mashid Amir-Shahi, « Sur l'Islam modéré » (conférence prononcée en avril 1996 au Palais du Luxembourg, à Paris), in Hezarbisheh [Recueil de textes et d'interviews en anglais, français et persan], Suède, Editions Baran, 2000, p. 132.
- 11) Seule l'intervention très brutale des Bassidji, troupes d'assaut de la révolution islamique, avec l'approbation officielle du « modéré » président iranien Khatami, a pu faire refluer ce mouvement, dont plusieurs dirigeants ont été condamnés à la prison à vie. De très nombreux témoignages ont montré qu'il a bénéficié d'un fort capital de sympathie dans la population, en particulier dans la jeunesse.
- 12) Taslima Nasreen, Lajja [La Honte], Stock, 1994, p. 174 (édition originale : Calcutta, Ananda, 1993).

Depuis plusieurs numéros, nous donnons une place importante au problème des dettes publiques (auquel nous avons consacré un dossier dans les n° 225 et 226 qui seront fournis gratuitement à tout nouvel abonné). Nous continuons ici, en profitant, une fois de plus, d'un travail réalisé par le CADTM.

## Illégal, mais tellement profitable!

# **Dette publique** = racket cynique

Dans certaines circonstances où elle s'efforçait d'accréditer l'idée qu'elle défend rigoureusement les libertés et l'intérêt général dans un système capitaliste indépassable, la bourgeoisie a fait mine d'adhérer à quelques valeurs de progrès. Ces libéralités concédées ont été parfois traduites dans le droit international et sont devenues aujourd'hui gênantes pour ceux qui veulent continuer à s'enrichir à partir des dettes publiques et qui se comportent désormais avec le cynisme et la violence dont font toujours preuve les profiteurs qui voient leurs intérêts menacés.

Dans un texte dont nous reproduisons ci-contre des extraits, le CADTM détaille les violations du droit international et de diverses char-

tes perpétrées par ce qu'on appelle désormais *«la Troïka»*, composée la Commission européenne (CE), de la Banque centrale européenne (BCE), et du Fonds monétaire international (FMI) entièrement au service des «racketteurs». Un terme plus adapté que celui de «marchés» qu'utilise la presse servile : il y a en effet extorsion, et commise avec violences quand les peuples se rebiffent.

La description des transgressions du droit international permet au CADTM de préciser le concept de «dette odieuse» déjà proposée en 1983 pour la convention de Vienne : «on pourrait entendre par dette odieuse toute dette contractée pour des buts non conformes au

droit international contemporain, et plus particulièrement aux principes du droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies». Qualifier d'odieux le comportement des racketteurs qui agissent sous la protection de nos gouvernants et de plusieurs institutions nationales et internationales n'est certes pas suffisant; ils s'en moquent tant que le rapport de forces leur est favorable. Mais c'est peut-être utile pour convaincre de la nécessité de contribuer à une forte mobilisation, et faire savoir que le combat est non seulement légitime, mais aussi légal. Pour ceux qui s'accrochent encore à une conception étroite des dettes publiques qu'ils assimilent à une dette privée, la démonstration du CADTM pourrait être éclairante : si le remboursement d'une dette privée à taux d'intérêt réduit relève le plus souvent du respect de la loi et de certains principes peu contestables, une dette publique, elle, est souvent le résultat d'escroqueries aussi ignobles qu'illégales, organisées parfois à l'échelle planétaire.

Le texte ci-contre aborde bien d'autres questions, d'ordre «démocratiques», notamment, quand il met en évidence que l'UE exige que les plans d'austérité – c'est à dire l'enrichissement des racketteurs – s'appliquent quel que soit le résultat des élections. L'électeur français, par exemple, qui s'obligera à voter au second tour des présidentielles – c'est le cas le plus courant – va donc s'obliger simultanément à fermer les yeux sur l'inutilité flagrante de son geste. Pour sortir de cette contradiction et de cette mascarade démocratique, il faudrait, au minimum, qu'il commence à prendre réellement en considération l'article 35 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1793 (cf notre tract paru dans le n° 226) qui envisage l'insurrection comme un devoir : «Quand le gouvernement viole les droits du peuple, l'insurrection est, pour le peuple et pour chaque portion du peuple, le plus sacré des droits et le plus indispensables des devoirs».

Si vous n'envisagez pas l'insurrection, vous risquez de trouver insupportable l'article ci-contre et de souffrir plus encore en visitant le site du CADTM qui analyse sous tous les angles le problème des dettes publiques pour aboutir à des conclusions toujours dérangeantes...

# Grèce, Irlande et Portugal : pourquoi les accords conclus avec la Troïka sont odieux ?

La Grèce, l'Irlande et le Portugal sont les trois premiers pays de la zone euro à être passés sous la tutelle directe de leurs créanciers en concluant des plans d' « aide » avec la

« Troïka » composée de la CE, de la BCE et du FMI. Mais ces accords, qui génèrent de nouvelles dettes et qui imposent aux peuples des mesures d'austérité sans précédent, peuvent être remis en cause sur base du droit international. (...)En effet, ces accords sont (...) conditionnés à des mesures d'austérité qui violent le droit international et qui ne permettront pas à ces Etats de sortir de la crise

L'accumulation de capital de la dette publique ne signifie rien d'autre que le développement d'une classe des créanciers de l'Etat qui sont autorisés à prélever pour eux certaines sommes sur le montant des impôts.

(Karl Marx, le Capital)

### Tout prêt accordé en contrepartie de l'application de politiques violant les droits humains est odieux

(...) Il ne fait aucun doute que les conditions imposées par la Troïka (licenciements massifs dans la fonction publique, démantèlement de la protection sociale et des services publics, diminution des budgets sociaux, augmentation des impôts indirects comme la TVA, baisse du salaire minimum, etc.) violent de façon manifeste la Charte des Nations unies. En effet, parmi les obligations contenues dans cette Charte, on trouve notamment, aux articles 55 et 56, « le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de développement dans l'ordre économique et social (...), le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion ». En conséquence, les mesures d'austérité et les dettes contractées dans le cadre de ces accords avec la Troïka sont frappées de nullité. (...)

Au-delà de la violation des droits économiques, sociaux et culturels engendrée par l'application de ces mesures anti-sociales, c'est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, consacré à l'article 1-2 de la Charte de l'ONU et dans les deux Pactes de 1966 sur les droits humains, qui est bafoué par la Troïka. Selon l'article premier commun aux deux pactes, « Tous les peuples on le droit de disposer d'eux-mêmes. En vertu de ce droit, ils déterminent librement leur statut politique et assurent librement leur développement économique, social et culturel. Pour atteindre leurs fins, tous les peuples peuvent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles,

sans préjudice des obligations qui découlent de la coopération économique internationale, fondée sur le principe de l'intérêt mutuel, et du droit international. En aucun cas, un peuple ne pourra être privé de ses propres moyens de subsistance. »

Or, l'ingérence de la Troïka dans les affaires internes de ces États au mépris de la démocratie est flagrante. Ces créanciers ont clairement averti que les élections en Irlande et au Portugal ne devaient pas remettre en cause l'application de ces accords. Citons par exemple l'article du quotidien français Le Figaro du 9 avril 2011 qui revient sur les injonctions imposées au Portugal par les ministres des finances de la zone euro et de l'Union européenne lors d'une réunion tenue à Budapest avant les élections législatives au Portugal : « La préparation (du plan d'austérité) devra commencer immédiatement, (...) ministres (de la zone euro) ont clairement fait comprendre au Portugal qu'ils ne veulent pas avoir à revenir sur les contreparties à l'aide, quel que soit le résultat des élections ». Dans le cas de la Grèce, le programme d'austérité conclu avec la Troïka a été imposé en 2010 sans même que le Parlement l'ait ratifié alors qu'il s'agissait là d'une obligation de la Constitution grecque.

Ce mépris de la Troïka pour la souveraineté de ces trois États a notamment été rendu possible par la situation de détresse financière de la Grèce, de l'Irlande et du Portugal (premières victimes dans la zone euro de la crise de la dette mais certainement pas les dernières). (...) En droit, quand une partie dans un contrat n'est pas en état d'exercer l'autonomie de la volonté, le contrat est frappé de nullité. (...)



Les privatisations massives dans les secteurs essentiels de l'économie (transport, énergie, poste, etc.) imposées par la Troïka permettent à des entreprises privées étrangères d'en prendre le contrôle et en conséquence affectent la souveraineté de ces États et le droit des peuples à disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles. (...)

A travers ses exigences, la Troïka n'a pas seulement violé le droit international. Elle s'est également rendue complice de la violation des droits nationaux de ces États. En Grèce, plus particulièrement, on assiste à un véritable coup d'État juridique. A titre d'exemple, plusieurs dispositions de la loi 3845/2010, qui met en œuvre le programme d'austérité, violent la Constitution, notamment en supprimant le salaire minimum légal et (...) en prévoyant (...) la compétence de la Cour de Justice de l'Union européenne (CJUE) en cas de litige (...) et que les sentences arbitrales (ayant valeur constitutionnelle) accordant des augmentations de salaire pour les années 2010 et 2011 soient invalides et inexécutables. En somme, comme l'écrivent les juristes G. Katrougalos et G. Pavlidis, « la souveraineté étatique est limitée de manière très similaire au contrôle financier international qui avait été imposé au pays en 1897 à la suite de la faillite (1893) et surtout de la défaite grecque dans la guerre gréco-turaue ».

## Tout prêt dont la cause est illicite et immorale est odieux

(...) A qui profitent les prêts ? Dans le cas des accords conclus avec la Grèce, l'Irlande et le Portugal, il est clair que les banques privées européennes, qui ont prêté à ces pays de manière totalement irresponsable, sont gagnantes alors qu'elles portent une lourde responsabilité dans la crise de la dette. (...) En ce sens, on peut au minimum qualifier d'« immorale » les accords passés avec la Troïka et parler d'« enrichissement sans cause » (un principe général du droit international selon l'article 38 du statut de la Cour Internationale de Justice) au profit des banques privées.

De plus (...) ces dernières tirent un énorme profit sur le dos des pouvoirs publics en raison de la différence entre d'une part, les taux d'intérêt de plus de 4% qu'elles exigent des États concernés pour acheter les titres qu'ils émettent pour une durée de 3 ou 6 mois, et d'autre part, le taux de 1% auquel ces mêmes banques ont emprunté auprès de la BCE jusqu'avril 2011, avant qu'il soit porté à 1,25 puis à 1,50% par la suite. On peut également parler d'enrichissement sans cause (enrichissement abusif et illégal) à propos des États comme l'Allemagne, la France et l'Autriche qui ont emprunté à du 2% sur les marchés et ont prêté à la Grèce à du 5% ou 5,5%, à l'Irlande à du

6%. De même pour le FMI qui emprunte à ses membres à bas taux d'intérêt et prête à la Grèce, à l'Irlande et au Portugal à des taux nettement supérieurs. Les mesures annoncées par les autorités européennes le 21 juillet 2011 constituent un aveu clair et net de « l'enrichissement sans cause » dont elles sont responsables. (...)

Quel est l'intérêt de l'Irlande, de la Grèce et du Portugal d'avoir conclu ces accords avec la Troïka ? Aucun, à part qu'ils apportent une petite bouffée d'oxygène financier... mais qui doit servir

Dettes publiques : rencontre le dimanche 18 septembre 2011 à partir de 9h 30, salle cercle St Thiébaut 22 rue Kléber à Thann (Haut-Rhin).

Comme annoncé dans notre dernier numéro, l'équipe ACC/AES invite toute personne intéressée à venir débattre pour mieux comprendre et pour agir sur le problème de la dette publique. Pour s'inscrire à cette rencontre ouverte à tous, écrire (par voie postale ou par courriel) à A Contre Courant ou téléphoner au 03 89 82 14 75 (Daniel Walter)

au remboursement de leurs créanciers. Sur le moyen et long terme, ces plans de rigueur vont même empirer leur situation car un effet « boule de neige » est enclenché. En effet, la charge des intérêts sur ces nouvelles dettes augmente tandis que les mesures dictées par la Troïka ont pour conséquence de réduire l'activité économique car elles diminuent la demande globale en affectant les conditions de vie des populations. (...) En ce qui concerne le FMI, le fossé entre son discours et la réalité est abyssal. En effet, dans l'article 1 de ses statuts, le FMI a pour objectifs de « faciliter l'expansion et l'accroissement harmonieux du commerce international et contribuer ainsi à l'instauration et au maintien de niveaux élevés d'emploi et de revenu réel et au développement des ressources productives de tous les États membres, objectifs premiers de la politique économique ou encore de "donner confiance aux États membres en mettant les ressources générales du Fonds temporairement à leur disposition moyennant des garanties adéquates, leur fournissant ainsi la possibilité de corriger les déséquilibres de leurs balances des paiements sans recourir à des mesures préjudiciables à la prospérité nationale ou internationale ». (...)

(Or on enferme les pays sanctionnés) dans une logique infernale où ils doivent emprunter pour pouvoir rembourser (...) L'étude de l'OCDE sur la dette grecque, publiée le 2 août 2011 affirme notamment que la dette publique qui était de 140% en 2010 devrait retomber à 100% du Produit intérieur brut (le PIB) en ... 2035.

(...) Les gouvernements (...) ont intérêt à rompre les accords avec la Troïka, suspendre immédiatement le remboursement de leur dette (avec gel des intérêts) et mettre en place des audits avec participation citoyenne. (...) (Mais) l'annulation des dettes illégitimes, bien que nécessaire, est insuffisante si la logique du système reste intacte.

Renaud Vivien et Eric Toussaint, respectivement membre d'un groupe de travail et président du CADTM Belgique. Ils ont publié La Dette ou la Vie, Ed. Aden-CAD11.

Nous publions ici de courts extraits d'un texte produit par le collectif *«Temps critiques»* où les auteurs cherchent à mettre en évidence les caractéristiques des mouvements qui se sont développés ces derniers mois, leurs limites et leurs potentialités. Cet effort d'analyse sans concessions n'est pas courant. Peut-être parce qu'il amène à conclure que la révolution tant attendue n'est pas forcément imminente ou inéluctable. Et, qu'en tous cas, les chemins qu'elle emprunte sont tortueux.

Pour apprécier toutes les qualités de ce texte et en détecter les défauts, il convient de lire la version intégrale disponible sur le site de *«Temps critiques»* et sur beaucoup d'autres sites internet qui l'ont mis en ligne.

# Les indignés : écart ou sur-place ?

## Résistance au Pouvoir ou résistance aux dérives du Pouvoir ?

[...] La résistance au Pouvoir met à nu la nature de domination de tout pouvoir et particulièrement sa forme politique et étatique. [...] Elle est une résistance contre [...]. La révolte est sa forme d'expression historique [...]

Le plus souvent, la résistance n'est pas générale. En effet, ce n'est pas la nature du pouvoir qu'elle met en cause mais le fait que certaines formes de pouvoir dépassent le cadre « normal » de leur exercice [...].

[...] La désobéissance (qui est un type de résistance) est une forme d'action qui n'implique pas la révolte globale contre un «système» ou ce qui est perçu comme tel [...] elle n'a pas besoin de faire état de sa propre légitimité universelle au-delà des logiques étatiques, car elle s'affirme d'emblée légitime contre ce qui serait illégitime. Il s'ensuit qu'elle en appelle aux autorités et à la loi comme si elle attribuait au droit une totale neutralité à l'égard de l'État ou du moins du gouvernement en place.

[...] Le citoyennisme peine à se distinguer du civisme [...]. On trouve une bonne illustration de cette conception dans la préface de Philippe Meirieu au livre d'Alain Rafalo *Résister et enseigner de façon éthique et responsable* (Golias, 2011). Pour Meirieu, la démocratie constitue l'horizon commun souhaitable. Il ne dit pas un mot des rapports sociaux puisque, implicitement, la société est définie comme un ensemble d'individus libres. [...]

## La résistance peut-elle échapper au citoyennisme ?

Il ne faut pas se voiler la face. Ces formes de résistances correspondent le plus souvent à des actions défensives. [...]

Emblématique de cette démarche, «l'Appel des appels» se pose d'emblée dans l'espace public républicain comme si la République était exempte de crimes d'État [...]. Comme s'il était encore possible d'opposer l'État et la société; le méchant Léviathan d'un côté, l'honnête «société civile» de l'autre [...].

#### La résistance peut utiliser le droit mais ne peut être un droit

Cette question était déjà au cœur des débats politiques chez les révolutionnaires français de la fin du XVIIIe siècle. Condorcet projetait d'inscrire la résistance dans la Constitution (cette idée est à la base du «citoyennisme» actuel), alors que Robespierre s'y opposait puisque pour lui cela signifiait l'assujettissement de la résis-

tance exclusivement aux formes autorisées par la loi. [...]

La résistance [...] à l'origine basée sur l'insoumission, [...] est dans un conflit permanent entre son exigence de loyauté professionnelle ou citoyenne et la nécessité, pour exister effectivement, de se poser en écart de son lieu d'élection. [...]

Le mouvement des enseignants désobéisseurs a montré les possibilités et la force d'un mouvement résolument public avec la lettre «En conscience je refuse d'obéir » (novembre 2008). [...] il a montré que cette désobéissance peut s'inscrire dans une critique de l'État sans passer par l'idéologie anti-étatique de type libertaire et une critique, pragmatique plus qu'idéologique, de syndicats incapables de concevoir une action qui ne prenne pas les formes traditionnelles de lutte du mouvement ouvrier officiel [...]. Cette insubordination se retrouve à l'heure actuelle dans diverses actions de résistance (OGM, Gaz de schiste, nucléaire, TAV Lyon-Turin, etc.).

[...] (Selon certaines conceptions) il ne s'agirait que de retrouver des principes républicains oubliés, comme le retour aux valeurs du Conseil national de la résistance (CNR) qui constitueraient en ellesmêmes un ordre républicain parfait. Peu importe alors que ce CNR soit à l'origine d'un gouvernement qui fera bombarder la population algérienne de Sétif par le ministre «communiste» de l'armée de l'air de l'époque. En fait, on a affaire à une résistance à géométrie variable qui entérine les charters du ministre socialiste de l'Intérieur Vaillant, mais pas ceux de son homologue sarkozyste Besson [...].

(Pour ce qui concerne) l'acceptation (de certaines choses inacceptables) : elle réside tout d'abord dans la défaite des demiers mouvements à prétentions révolutionnaires des années 60-70 [...] puis dans la victoire à la Pyrrhus d'une démocratie considérée simplement sous sa définition minimaliste de moins mauvais des régimes politiques au sein d'un capitalisme perçu comme indépassable. Tout cela produit une passivité qui enregistre la succession des événements et des normes instaurées dans l'indifférence. Pour le plus grand nombre, il n'y a alors plus rien de véritablement inacceptable. [...]

Prenons un exemple très général : l'exploitation, au XXIe siècle, est condamnable, mais le capital est acceptable puisqu'il donne du travail et donc du revenu et de la consommation ; l'extorsion, le pillage des richesses, la rente, le gain financier, le travail des enfants sont condamnés, mais le profit est accepté s'il est bien utilisé [...]. Cette sorte de schizophrénie, à la fois individuelle et sociale, ne semble pouvoir

être dépassée que dans des situations qui rendent ces tensions insupportables. Mais cela reste de l'ordre de l'exceptionnel, de l'insurrectionnel. [...]

## La désobéissance comme premier pas vers une pratique de crise

[...] La désobéissance est éthique et invoque la légitimité de son action, y compris contre une majorité politique.

Ainsi, pendant la guerre d'Algérie, l'action des soldats du contingent «déserteurs» ou/et «insoumis» ne relève pas simplement d'une «désobéissance militaire», mais d'une conduite politique. Ils ont non seulement fait acte d'insubordination mais ils ont aussi élargi leur lutte contre l'État néo-colonial [...].

Les actuels mouvements d'insoumission et d'indignation ne situent pas leurs interventions au niveau du rapport aux

## Procès des 61 faucheurs volontaires des vignes OGM les 28, 29 et 30 septembre à Colmar.

A cette occasion, en soutien, une rencontre sur le thème de *«la dés-obéissance civile»* est organisée le jeudi 15 septembre à Colmar, à 20h, 11 rue Gutenberg.

Plusieurs ouvrages serviront de base au débat, comme celui de Jean Marie Muller : «L'impératif de désobéissance. Fondements philosophiques et stratégiques de la désobéissance civile» paru en mars dernier aux éditions «Le passager clandestin». 576 pages. 15 euros.

institutions. Ils posent un constat : «cela ne peut plus durer», «rejoignez-nous». Ils manifestent leur exaspération dans le respect des institutions. [...]

## L'indignation : force ou faiblesse des dominés ?

Mais sur quoi faire reposer une révolte, une insoumission ou la désobéissance?

On ne peut plus le faire au nom de l'Histoire, (ni) au nom d'un messianisme révolutionnaire centré sur une mystique révolutionnaire du prolétariat dont le porteur a été défait [...]. Peut-on le faire au nom de l'intérêt en général ? [...] au nom de «valeurs» ? C'est ce que pense Han-

nah Arendt, dans son traité sur la désobéissance civile [...]

Mais comment résoudre le problème si la majorité n'a pas conscience de ces valeurs ? [...]

L'indignation exprime assez bien l'impuissance des dominés et la difficulté à se projeter vers l'avenir [...]. D'où le flou que l'on ressent non seulement sur le plan programmatique (chez les indignés) [...].

La difficulté d'analyser le moment présent provient précisément du fait qu'il échappe aux cadres des théories anciennes et aux schémas mentaux inculqués par la tradition révolutionnaire. [...]

### L'indignation remplace la conscience politique

Du point de vue historique, la conscience morale a longtemps été déterminée par les canons de l'Église et de l'aristocratie. [...]

Si les révoltes ou les révolutions ont toujours été la conséquence d'une mise en action d'une conscience morale (« Liberté, égalité, fraternité »), elles reposaient aussi sur la conscience d'intérêts communs [...].

La conscience morale resurgit sur le déclin de la conscience de classe [...] Mais cette conscience morale qui prend aujour-d'hui la forme médiatique de l'opuscule à succès de Stéphane Hessel en reste à «l'indignation» et à la dénonciation de ce qui est vraiment exagéré, comme si cet exagéré n'était pas le produit d'une logique générale. [...] On sait très bien que l'indignation peut conduire à toutes sortes de comportements protestataires ou récriminatoires, y compris voter PS ou FN en France, Liga en Italie ou à revendiquer de quitter l'UE et le retour à la drachme en Grèce

JMJ A LA PUERTA DEL SOL

- Après les indignés, place aux résignés !

L'occupation des places [...] signale un détournement de leur usage habituel de lieu de circulation ou de rassemblements informels [...]. Il s'agit là de la création d'un «espace public non institutionnel» [...].

L'occupation des places ne constitue pas le seul moyen d'action. Les *indigna*dos espagnols, après avoir décidé de quitter la Puerta del Sol à Madrid, ont eu recours à d'autres types de manifestations, parmi lesquels des marches [...] En Grèce, les manifestants ont essayé d'empêcher les députés de se rendre au Parlement [...]

Mais l'idée d'une «révolution à titre humain» que nous sommes nombreux à espérer, peine à trouver sa confirmation.

[...] Mais les choses peuvent évoluer très vite en fonction de la situation [...]. Les affrontements ne pourraient prendre une dimension supplémentaire que si cette crise s'étendait, car il n'y a pas d'internationalisme des solidarités, il n'y a qu'un internationalisme des luttes.

On notera qu'il y a une différence entre des occupations ou des blocages qui s'insèrent dans un mouvement de lutte plus large [...] et une situation comme celle de Paris où l'occupation en soi crée l'événement, en dehors de toute lutte, où la monstration se confond avec la lutte et où une simple posture de contestation fait figure d'opposition riche de contenu. Si à Paris le rassemblement à Bastille est bien dans la filiation du mouvement des indignados (parmi ses initiateurs figurent des étudiants espagnols en résidence à Paris) il est plus dans l'imitation que dans l'expression propre de ses particularités. [...] Devant l'absence de perspective, même immédiate, le démocratisme abstrait va être érigé en principe.

cratisme abstrait va être érigé en principe. [...] On a en germe toutes les tares du parlementarisme. [...]

En tout cas, on ne peut juger ces événements à partir d'une position critique extérieure qui attribuerait les bons et mauvais points. On peut dire simplement que toute occupation «sauvage» représente

un début de rupture avec l'ordre établi. [...]

Nous devons être là où une dynamique semble pouvoir s'instaurer et rester attentifs à ses potentialités subversives parce que les tensions conflictuelles côtoient les apparentes pratiques de soumission. [...]

Le mouvement des indignés fait comme si la force des techniques de communication était un élément facilitant, alors que c'est précisément parce que ces techniques désubstantialisent la communication qu'elles permettent des rassemblements rapides et massifs, mais creux, sans prise sur le réel et qui tournent à vide [...].

Le refus du politique n'est pas, pour le moment du moins, un signe de lucidité chez les jeunes qui composent la majorité de ces mouvements (au moins pour l'Europe), mais au contraire un refus de la critique au nom d'un idéal communicationnel apolitique.

C'est bien parce que ces mouvements ne passent pas à l'action contre les lieux de pouvoir et la circulation des flux de production et de reproduction qu'ils ne font pas peur aux États. [...]

Ceux pour qui la situation relève le plus de l'insoutenable [...] sont plutôt ceux qui sont dans l'entre-deux [...] : non pas les chômeurs, mais ceux qui ont peur de l'être, non pas les sans-logis, mais ceux qui retardent leur départ du milieu familial, non pas les non-diplômés, mais ceux qui pensent que leurs diplômes sont dévalori-

## **Echanges**

Dans sa dernière livraison, (n° 137 - Eté 2011 - 3 euros) le bulletin du réseau *«Echanges et mouvement»* aborde dans deux articles du même auteur *«la révolte citadine de mai 2011»* en Espagne avec des réserves comparables à celles qu'émet l'équipe de *«Temps critiques»* :

«[...]en dénonçant la corruption rampante du système démocratique en vigueur, elle réclame une régénération du système de représentation [...] sans se poser la question de la nature de la démocratie comme forme politique du capital». Mais, sur la question de «la classe moyenne», les avis semblent diverger entre «Echanges» et «Temps critiques»

Pour tout contact ou pour s'abonner s'adresser à : *Echanges* BP 241 75866 PARIS cedex 18. 15 euros pour 4 numéros et les brochures parues durant l'année.

sés, etc. [...] S'il nous paraît complètement faux d'y voir un mouvement de nouvelles classes moyennes en voie de déclassement, il n'est pas moins vain d'y chercher une nouvelle figure de classe qui viendrait supplanter la classe ouvrière ou former un nouveau prolétariat universel. [...]

Ce qui rend ce type de mouvement assez singulier est aussi susceptible de surprendre le pouvoir en place [...]. L'événement que constitue l'occupation des places, reste ambigu et limité par le fait qu'il est simplement posé, comme un en soi à la fois nécessaire et suffisant. [...] La question qu'on peut se poser est celle-ci : la limitation est-elle autolimitation ou bien est-ce qu'il y a conscience de la difficulté à créer une dynamique parce que le mouvement n'est pas relié aux forces qui pourraient transformer un écart [...] en subversion de l'ordre établi ?

Mais cette dynamique n'est pas impossible. D'accord pour dire que le mouvement actuel n'a rien de révolutionnaire, ni dans sa forme ni dans son contenu mais cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas déboucher sur autre chose, ou qu'en tout cas il ne puisse produire un effet d'entraînement [...]. Notre tâche est aujourd'hui de faciliter ce lien dans la mesure où une occupation sauvage, une «plantonisation», de la voie publique, quelles que soient les limites du mouvement qui s'y livre, ne peuvent que contribuer à inculquer de bonnes habitudes aux taupes individualistes que nous sommes devenus. [...]

The future is unwritten peut-on lire actuellement sur un mur d'Athènes...

Temps critiques, 12 juillet 2011

## Des niveaux différents de lutte et de prise de conscience...

Des militants nous ont fait parvenir pour information quelques documents et arguments destinés à alimenter la réflexion des membres de leur groupe. Parmi ces documents figure le programme du KAPD (parti communiste ouvrier d'Allemagne). Après avoir rappelé le contexte: «Le KAPD (environ 38 000 membres à sa fondation) se constitue en avril 1920 avec les composantes exclues du Parti Communiste d'Allemagne (spartakiste) qui ne regroupe plus alors qu'une minorité de militants autour de l'appareil dirigeant, piloté à distance par les chefs de la Troisième Internationale», et fait remarquer que ce programme est «élaboré dans une période de crise, ponctuée de grèves et d'insurrections», ce groupe militant souligne que le programme du KAPD « permet de rappeler que l'action politique émancipatrice doit saisir le réel à la racine : ce n'est pas dans les non-lieux des espaces publiques (les places centrales urbaines) ou des espaces virtuels (internet) que se jouent les affrontements décisifs avec les pouvoirs. Mais dans les lieux même de production des richesses économiques et symboliques dont le contrôle constitue l'enjeu des luttes de classe : les entreprises capitalistes dont la dimension transnationale impose une dimension internationale à la

L'analyse est plus tranchée encore que celle de « Temps critiques » (cf pages précédentes). Vous noterez aussi que beaucoup d'«indignés» -ce sont eux les premiers visés par ces analyses-ont revendiqué gentiment des améliorations du fonctionnement de la démocratie représentative ; alors que le KAPD dénonce vigoureusement «l'illusion dangereuse que la crise pourrait être dépassée par les moyens parlementaires». Tandis qu'en France, aujourd'hui, les élections présidentielles et législatives à venir sont très majoritairement perçues comme de nature à régler en partie les problèmes... Comme on le voit, les écarts dans la prise de conscience ne sont pas minces!

Une dernière remarque : vous constaterez que dans la liste des revendications du KAPD figure en bonne place l' «annulation des dettes d'Etat et des autres dettes publiques». A notre connaissance, sauf en Grèce, ce n'est pas encore une priorité de beaucoup d'«indignés»... Comme quoi, tout est lié...

Pour contribuer à la réflexion sur les mouvements en cours, sur leur devenir et sur la meilleure manière d'y participer, nous publions donc ci-contre quelques extraits du programme de KAPD «précédé d'une plateforme, marqué par la certitude d'un effondrement imminent du mode de production capitaliste et de l'ouverture d'une période révolutionnaire (extrait de « Ni parlement ni syndicat : les Conseils ouvriers ! Editions les nuits rouges, 2003)», comme le précise le groupe qui nous l'a fourni.

## Extraits de la plateforme

« [...] Exhorter, dans une telle période, le prolétariat à participer aux élections au parlement, cela signifie réveiller et nourrir chez lui l'illusion dangereuse que la crise pourrait être dépassée par les moyens parlementaires ; c'est appliquer un moyen utilisé autrefois par la bourgeoisie dans sa lutte de classe, alors qu'on est dans une situation où seuls des moyens de lutte de classe prolétariens, appliqués de manière résolue et sans ménagements, peuvent avoir une efficacité décisive. La participation au parlementarisme bourgeois, en pleine progression de la révolution prolétarienne, ne signifie également en fin de compte rien d'autre que le sabotage de l'idée des conseils. [...]

Dans une situation aussi totalement révolutionnaire que la situation actuelle en Allemagne, la participation au parlementarisme signifie donc non seulement saboter l'idée des conseils, mais aussi par surcroît galvaniser le monde capitalistebourgeois en putréfaction et par-là, de manière plus ou moins voulue, ralentir le cours de la révolution pro-létarienne.

A côté du parlementarisme bourgeois, les syndicats forment le principal rempart contre le développement ultérieur de la révolution prolétarienne en Allemagne. Leur attitude pendant la guerre mondiale est connue. Leur influence décisive sur l'orientation principielle et tactique du vieux Parti social-démocrate conduisit à la proclamation de l' «union sacrée» avec la bourgeoisie allemande, ce qui équivalait à une déclaration de guerre au prolétariat international. [...]

Le caractère contre-révolutionnaire des organisations syndicales est si notoire que de nombreux patrons en Allemagne n'embauchent que les ouvriers appartenant à un groupement syndical. Cela dévoile au monde entier que la bureaucratie syndicale prendra une place active au maintien futur du système capitaliste qui craque par toutes ses jointures. Les syndicats sont ainsi, à côté des fondements bourgeois, l'un des principaux piliers de l'État capitaliste. L'histoire syndicale de ces dix-huit derniers mois a amplement démontré que cette formation contre-révolutionnaire ne peut être transformée de l'intérieur. La révolutionnarisation des syndicats n'est pas une question de personnes : le caractère contre-révolutionnaire de ces organisations se trouve dans leur structure et dans leur système spécifique eux-mêmes. Ceci entraîne la sentence de mort pour les syndicats ; seule *la destruction même des syndicats* peut libérer le chemin de la révolution sociale en Allemagne. L'édification socialiste a besoin d'autre chose que de ces organisations fossiles.

C'est dans les luttes de masse qu'est apparue «l'Organisation d'entreprise». Elle fait surface comme quelques chose qui n'a jamais eu ne serait-ce qu'un équivalent mais là n'est pas la nouveauté. Ce qui est nouveau, c'est qu'elle perce partout pendant la révolution, comme une arme nécessaire de la lutte de classe contre le vieil esprit qui est à sa base. Elle correspond à l'idée des conseils ; c'est pourquoi elle n'est absolument pas une pure forme ou un nouveau jeu organisationnel, ou même une « belle nuit mystique » ; naissant organiquement dans le futur, constituant le futur. elle est la forme d'expression d'une révolution sociale qui tend à la société sans classes. C'est une organisation de lutte prolétarienne pure. Le prolétariat ne peut pas être organisé pour le renversement sans merci de la vieille société s'il est déchiré en métiers. à l'écart de son terrain de lutte ; pour cela il faut que la lutte soit menée dans l'entreprise. C'est là que l'on est l'un à côté de l'autre comme camarades de classe, c'est là que tous sont forcés d'être égaux en droit. C'est là que la masse est le moteur de la production et qu'elle est poussée sans arrêt à pénétrer son secret et à la diriger elle-même. [...] Poussant dans les actions de masse et avec elles, l'Organisation d'entreprise devra naturellement créer l'organisme central qui correspond à son développement révolutionnaire. Son affaire principale sera le développement de la révolution et non pas les programmes, les statuts et les plans dans les détails. Elle n'est pas une caisse de soutien ou une assurance sur la vie, même si - cela va de soi elle ne craint pas de faire des collectes pour le cas où il serait nécessaire de soutenir des grèves. Propagande ininterrompue pour le socialisme, assemblées d'entreprise, discussions politiques, etc., tout cela fait partie de ses tâches ; bref, c'est la révolution dans l'entreprise.

En gros, le but de l'Organisation d'entreprise est double. Le premier but, c'est de détruire les syndicats, la totalité de leurs bases et l'ensemble des idées non prolétariennes qui sont concentrées en eux. [...]

Le deuxième grand but de l'Organisation d'entreprise est de préparer l'édification de la société communiste. Peut devenir membre de l'Organisation d'entreprise tout ouvrier qui se déclare pour la dictature du prolétariat. En plus il faut rejeter résolument les syndicats, et être résolument libéré de leur orientation idéologique. Cette dernière condition devra être la pierre de touche pour être admis dans l'Organisation d'entreprise. [...]

L'Organisation d'entreprise est une condition économique de la construction de la communauté communiste. La forme politique de l'organisation de la communauté communiste est le système des conseils. L'Organisation d'entreprise intervient pour que le pouvoir politique ne soit exercé que par l'exécutif des conseils.

### Extraits du programme

Le KAPD lutte donc pour la réalisation du programme révolutionnaire maximum, dont les revendications concrètes sont contenues dans les points suivants :

#### I Domaine politique :

- 1 Fusion politique et économique immédiate avec tous les pays prolétariens victorieux (Russie des soviets, etc.), dans l'esprit de la lutte de classe *internationale*, dans le but de se défendre en commun contre les tendances agressives du capital mondial.
- 2 Armement de la classe ouvrière révolutionnaire politiquement organisée, mise en place de groupes de défense militaire locaux, formation d'une armée rouge, désarmement de la bourgeoisie,



de toute la police, de tous les officiers, des « groupes de défense des habitants », etc.

- 3 Dissolution de tous les parlements et de tous les conseils municipaux.
- 4 Formation de conseils ouvriers comme organes du pouvoir législatif et exécutif. Election d'un Conseil central des délégués des conseils ouvriers d'Allema-ane.

- 5 Réunion d'un congrès des conseils allemands comme instance politique constituante suprême de l'Allemagne des Conseils.
- 6 Remise de la presse à la classe ouvrière sous la direction des conseils politiques locaux.
- 7 Destruction de l'appareil judiciaire bourgeois et installation immédiate de tribunaux révolutionnaires. Prise en charge de la puissance pénitentiaire bourgeoise et des services de sécurité par des organes prolétariens adéquats.

## II Domaine économique, social et culturel

- 1 Annulation des dettes d'Etat et des autres dettes publiques, annulation des emprunts de guerre.
- 2 Expropriation par la république des conseils de toutes les banques, mines, fonderies, de même que des grandes entreprises dans l'industrie et le commerce.
- 3 Confiscation de toutes les richesses à partir d'un certain seuil qui doit être fixé par le Conseil central des conseils ouvriers d'Allemagne.
- 4 Transformation de la propriété foncière privée en propriété collective sous la direction des conseils locaux et des conseils agraires compétents.
- 5 Prise en charge de tous les transports publics par la république des conseils.
- 6 Régulation et direction centrale de la totalité de la production par les conseils économiques supérieurs qui doivent être investis par le congrès des conseils économiques.
  - 7 Adaptation de l'ensemble de la production aux besoins, sur la base des calculs économiques statistiques les plus minutieux.
  - 8 Mise en vigueur impitoyable de l'obligation au travail.
  - 9 Garantie de l'existence individuelle relativement à la nourriture, l'habillement, le logement, la vieillesse, la maladie, l'invalidité, etc.
  - 10 Abolition de toutes les différences de castes, des décorations et des titres. Egalité juridique et sociale complète des sexes.
  - 11 Transformation radicale immédiate du ravitaillement, du logement et de la santé dans l'intérêt de la population prolétarienne.
- 12 En même temps que le KAPD déclare la guerre la plus résolue au mode de production capitaliste et à l'Etat bourgeois, il dirige son attaque contre la totalité de l'idéologie bourgeoise et se fait le pionnier d'une conception du monde prolétarienne-révolutionnaire. Un facteur essentiel de l'accélé-

ration de la révolution sociale réside dans la révolutionnarisation de tout l'univers intellectuel du prolétariat. Conscient de ce fait, le KAPD soutient toutes les tendances révolutionnaires dans les sciences et les arts, dont le caractère correspond à l'esprit de la révolution prolétarienne. [...] »

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues, avec un léger décalage dans le temps, parfois, quand les dates de nos parutions respectives ne correspondent pas. Nous publions ci-dessous l'édito du numéro 209 (septembre 2011) d' "Alternative Libertaire".

Quand elle est diffusée en kiosque (une fois sur deux), cette revue coûte 2 euros au numéro. Elle est disponible par abonnement : 20 euros pour un an (11 numéros) à adresser à "Alternative libertaire" BP 295 75921 PARIS cedex 19.

# Riches un jour, riches toujours?

Ils sont vraiment très forts. On vit décidément dans un monde où l'indécence et le cynisme des classes dominantes s'étale sans le moindre complexe... en réussissant qui plus est à se faire passer pour de la philanthropie de haut vol!

Les «hyper-riches» ont donc décidé de filer un coup de main à leurs copains présidents en réclamant d'être «taxés». Des chefs d'Etats qui n'en demandaient pas tant pour endormir les colères populaires. Que Warren Buffet, l'homme qui en 2006 déclarait «II y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner», soit le promoteur de cette fumeuse «idée» outre-Atlantique est pourtant suffisamment explicite.

Ce gigantesque bluff, importé dans l'hexagone, cherche à faire croire qu'on demande aux «riches» les mêmes efforts qu'aux travailleurs et aux travailleuses pour supporter la dette immonde. Escroquerie! La fameuse «taxe» va rapporter 200 millions d'euros. Une broutille quand les «niches fiscales» rapportent au 1 % les plus riches 3 milliards par an, que les exonérations de charges sociales permettent aux patrons d'empocher 15 milliards par an. C'est de la poudre aux yeux pour maintenir leurs privilèges.

L'austérité ce sont bien les salarié-e-s qui vont la supporter, pas les grands bourgeois! Il n'y a pas «d'efforts partagés» à faire: il y a la guerre des classes... et il est temps que la nôtre s'y mette.

Alternative Libertaire, fin août 2011

## Gaz de schiste, nucléaire : même combat

## Nucléaire en stagnation

Si l'on en croit certaines sources internationales (Association Nucléaire Mondiale; Agence Internationale de l'Energie Atomique: AIEA; Worldwatch Institute) citées dans l'article de Denis DELBECQ (Le Monde Diplomatique de juillet 2011), de 1990 à 2010 le nombre de réacteurs nucléaires construits est à peu près équivalent à celui des réacteurs fermés après le boom de construction des trente années précédentes. Ce qui revient à dire que depuis vingt ans le nombre stagne: 437 en service dans le monde au 1er avril 2011. Conséquence : en 2009 la production mondiale d'électricité d'origine nucléaire a baissé pour la troisième année consécutive et sa part dans la production électrique globale est passée de 17% dans les années 90, "âge d'or", à 13,8% en 2009.

Parallèlement on assiste à une envolée de la consommation mondiale d'énergie, du fait notamment de la croissance des pays émergents : Inde, Chine, Brésil..., mais aussi, il faut le dire, du gaspillage effréné dans les pays développés.

L'accident de Tchernobyl dont les autorités locales et internationales ont tout fait pour minimiser les conséquences, n'avait pas ralenti l'augmentation du nombre de réacteurs. Celui de Fukushima, tout aussi dramatique, commence à ouvrir les yeux de certains en Occident : Suisse et Allemagne ont programmé une sortie progressive du nucléaire; un re-

ON NE VOUS DIT PAS TOUT...

ferendum italien a contraint Berlusconi à abandonner son projet de revenir sur l'arrêt de construction de centrales décidé en 1987, déjà lors d'un référendum. Le premier ministre japonais, Naoto Kan,

devant l'ampleur du désastre et sous la pression de la population, a plaidé récemment en faveur d'une société sans énergie nucléaire, après avoir abandonné la perspective de faire passer de 30% à 50% la production d'électricité nucléaire.

Il apparaît en fait que si l'Occident s'engage dans la voie d'une certaine désaffection - même si la France fait figure d'exception - c'est davantage pour des raisons financières que pour des motifs sécuritaires. Et si en France, selon le VRP élyséen et l'ex-PDG d'AREVA, Anne Lauvergeon, la technologie française dans le domaine nucléaire est la meilleure du monde (!) il n'empêche que dans le contexte de crise économico-financière actuelle, l'énergie nucléaire tout au long de la trame : études, construction, production, exploitation/commercialisation, démantèlement des centrales en fin de vie, coûte de plus en plus cher(1). Et les investisseurs privés, sans de solides garanties de l'Etat, renaclent à engager leurs fonds. Aux USA, la relance de construction de réacteurs souhaitée par G.W.Bush en 2000 et par Obama récemment, n'a pas eu lieu. Le Royaume Uni avait prévu de nouvelles installations et c'est EDF qui devait construire quatre EPR (réacteurs dits de 3ème génération). Mais l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN) britannique hésite depuis Fukushima à donner son agrément; elle vient de reporter sa décision. Selon un spécialiste de la finance, qui requiert l'anonymat, "il est probable que les pro-

jets britanniques ne se feront pas". La France est à la même enseigne. La construction de l'EPR de Flamanville (Manche) ne cesse d'accumuler retard (deux ans) et surcoût (le coût initial a doublé : déjà 6 milliards d'euros). A l'égal de celui d'Olkiluoto (Finlande), enfant d'AREVA, et où Bouygues est le principal bétonneur. Pire encore - pour les acharnés de l'atome bien sûr - le projet voulu par Tsarko de deuxième EPR devant s'élever à Penly (Seine-Maritime) a du plomb dans l'aile. Le même analyste financier "n'imagine pas que le projet d'un EPR à Penly (Seine-Maritime) se concrétise". Et le successeur de Lauvergeon, Luc Oursel, qui s'est rapproché d'EDF pour répondre au désir du Maître, cherche à récolter 4 milliards d'euros pour ses financements

C'est là l'envers de la médaille libérale. L'engagement financier dans l'industrie nucléaire requiert le long terme, avec de lourds investissements dès le démarrage, et des bé-

néfices qui s'étalent dans le temps. Ce qui est à l'opposé d'une économie libérale qui exige une rentabilité financière rapide. D'où, sans de solides garanties de l'Etat, l'atermoiement et le désengagement des investisseurs. Voilà bien une contradiction du capitalisme ! Bref, comme ironise Le Canard Enchaîné (27 juillet) : "tout roule".

## Le gaz de schiste : une alternative au nucléaire ?

Poser la question sous cette forme directe relève quelque peu de la provocation. Et pourtant. Les USA et le Canada extraient gaz et huile des schistes bitumineux depuis des années déjà. Chez l'oncle Sam, la production de gaz de schiste est passée de 1% à 12% en dix ans. L'exploitation accélérée des gisements a eu pour conséquence de faire chuter le prix du gaz, ce qui incite les producteurs d'électricité à se détourner du nucléaire et à lui préférer le gaz.

Par ailleurs, l'extraction du pétrole a pratiquement atteint son "pic", ce qui veut dire qu'il n'y aura bientôt plus d'augmentation de sa production ni de sa commercialisation. Ainsi l'Arabie Saoudite voit sa demande interne d'énergie exploser, ce qui peut générer un ralentissement de ses exportations. Or dans un monde énergivore, la demande énergétique ne fait que croître. Il faut donc trouver des alternatives aux industries coûteuses et dangereuses (le nucléaire), polluantes et bientôt sur le déclin (le pétrole, mais aussi le charbon, pourvoyeurs de CO2 et d'effet de serre). Bien sûr, il reste l'énergie verte : éolienne, solaire, bio-masse.... Mais elle ne semble pas suffisamment rentable aux yeux des investisseurs. C'est là qu'entrent en jeu gaz et huile de schiste. On l'a vu, l'Amérique du Nord s'est engagée dans leur extraction depuis plusieurs années. Et nombre de pays européens songent à avoir recours à ce type de production d'énergie. Ainsi la Pologne compte sur le schiste pour se libérer de l'emprise russe dont elle dépend pour son gaz naturel.

Et la France ? Elle est déjà dans les starting-blocks. Se prétendant championne de l'indépendance énergétique, elle ne pouvait pas ne pas mettre son nez dans le sous-sol schisteux. Ce qu'elle a fait en 2000, sous la pression des industriels pétroliers, avec Boorlo, alors ministre de l'Ecologie, de l'Energie et du Développement durable. L'actuel déçu de Tsarko - il n'a pas été nommé premier ministre - avait alors distribué avec une grande générosité maints permis d'exploration. En 2010 c'est près de 10000 km2 couvrant nombre de départements du sud-est qui ont été octroyés à TOTAL et GDF-Suez. Evidemment sans aucune concertation avec les collectivités locales concernées, - quand même ! par ce projet. Le Canard Enchaîné nous a même appris il y a quelque temps que les permis accordés pour la recherche

dans le Bassin Parisien l'avaient été à la société pétrolière Toréador qui appartient à Julien Balkany,le frère du copain à Tsarko!

Il serait trop long d'entrer dans le détail de la technologie de l'exploitation du gaz de schiste. Il faut tout de même savoir pour l'essentiel que la technique repose sur la "fragmentation hydraulique". Après avoir effectué un forage vertical de 2 à 4 km et être entré dans la couche de schiste, il faut traverser celle-ci par un forage horizontal d'environ un km. On injecte alors dans le puits foré une forte quantité d'eau,10 à 20000 litres, sous pression, pour provoquer des fractures dans la roche schisteuse qui permettront au daz de s'échapper. Mais comme la porosité du schiste est faible, la concentration de gaz l'est aussi. Pour un rendement rentable, il faut un grand nombre de puits au km2. Ajoutons que l'eau est mélangée à du sable pour maintenir les fractures ouvertes ainsi qu'à une grande quantité de produits chimiques - on parle de 500 - pour accélérer le processus.

# Problèmes et risques posés par l'exploitation

Le premier saute aux yeux : la quantité d'eau nécessaire. 100 ou 200 hl par puits multiplié par n puits (opération pouvant être répétée jusqu'à 15 fois)... ça chiffre. En période de sécheresse - plus de la moitié des départements en ont souffert ce printemps - cela risque de provoquer un abaissement des nappes phréatiques et entraîner un manque d'eau pour les usagers : restriction de la consommation ?coupures ? Les conflits sociaux, mais aussi d'intérêt, sont à venir.

Un second problème tient aux dangers que fait naître la technique ellemême. Un puits ne pouvant être parfaitement étanche, des fuites peuvent apparaître, polluant les réserves en profondeur et contaminant les couches traversées comme les aquifères de surface. Les fluides ainsi libérés sont constitués de l'eau injectée et des produits chimiques (1%) incorporés (naphtalène, fluorocarbone, formaldéhyde..., cela peut varier selon l'exploitant) et du gaz libéré. Au Canada où l'exploitation dure depuis plus de dix ans, des études sanitaires ont démarré. Pas joli, joli... L'Institut National de Santé publique du Québec a pu mettre en évidence des "risques de cancer liés aux composés chimiques présents dans les solvants utilisés pour le forage". L'étanchéité des forages n'est pas un vain mot : 19 des 31 puits inspectés par le Ministère des Ressources Naturelles et de la Faune canadien ont révélés des "émanations de gaz naturel".

Ce n'est pas tout. Dans les jours ou semaines qui suivent la fracturation, 10 à 70% de fluide remonte à la surface par le puits. Le reste, 90 à 30% donc, demeure dans les couches géologiques où ses composants peuvent agir librement dans le temps. Outre les produits chimiques, les 10 à 70% comportent des éléments

naturels issus des profondeurs, porteurs de toxicité, de radioactivité, qui ont été libérés des argiles lors de la fracturation. L'Institut National de Santé Publique québecois (cf.supra) les a analysés. Ce sont des sels (saumures), du plomb, du thalium, de l'arsenic, du sélénium et surtout des éléments radioactifs : plomb



210, radium 226, thorium 224. Il a ainsi conclu à un "réel potentiel de radioactivité des débris de forages et des eaux usées". Se pose alors la question de la gestion des déchets, du traitement des eaux récupérées pour éviter une pollution de surface. Et là, l'expérience canadienne et étatsunienne est loin d'être au point; les dégâts sont d'ores et déjà énormes.

Autre problème à ne pas négliger : la sismicité. Créer une fracture, c'est provoquer un micro-séisme. Est-on capable de maîtriser cette technique de l'hydrofracturation et ne pas courir le risque de déclencher des séismes plus importants ? L'incertitude est grande puisqu'à Blackpool (Grande-Bretagne) l'exploitation a été suspendue après deux séismes, en avril et mai 2010, de magnitude 2,3 et 1,5 ainsi qu'à Guy (Arkansas,USA) secouée par plusieurs dizaines de secousses de faible intensité en septembre 2010.

Enfin l'air n'est pas épargné. Le gaz de schiste est surtout composé de méthane dont 3,6% à 7,9% s'échappe dans l'atmosphère lors de l'exploitation, selon un article publié dans "Climatic Change". Le méthane est un gaz à effet de serre plus puissant que le CO2, ce qui rend le gaz de schiste plus polluant que le charbon.

## Pouvoir et Compagnies Pétrolières

Lorsque Boorlo a lancé ses permis d'exploration en 2008, et lorsque les premiers coups de pelleteuse ont été donnés, il y eut immédiatement une levée de boucliers des habitants et des élus, y compris de la majorité UMP, des

zones concernées. Le gouvernement, pris de panique - les sénatoriales de l'automne 2011 et la présidentielle de 2012 pouvant pâtir d'un tel projet - baissa la garde et suspendit toute exploration, prétendant attendre la mise en oeuvre d'une autre technologie que l'hydrofracturation, et sans pour autant annuler les permis déjà délivrés. Probablement que la France, dans ce domaine comme dans celui du nucléaire, est la meilleure au monde! Attendons donc au moins l'après-sénatoriales. Ce que tait le pouvoir, c'est que certains pétroliers, TOTAL par exemple, oeuvrent en collaboration avec des firmes américaines telle "Chesapeake Energy", et que GDF-Suez est en cheville avec "Schuepbach Energy", spécialistes de l'hydrofracturation. Alors une technologie française à la sauce américaine?

Autre exemple de désinformation, ou de mensonge, au choix. La phase d'exploitation est précédée de celle d'exploration. Et les autorités nous disent que celle-ci ne comporte aucun danger, qu'on ne peut la comparer à celle-là. Faux. L'exploration dure cinq ans : deux ans consacrés à l'étude géologique de la zone retenue et à différentes analyses, trois ans pour pratiquer un ou deux forages à la recherche du gaz. Or cette phase de l'exploration se fait de la même manière que l'exploitation, par la fracturation hydraulique, avec cependant une petite variante, à savoir que la technique n'est appliquée qu'un nombre limité de fois, si bien que quelques forages de puits seulement sont effectués. Il s'ensuit évidemment que les risques d'accident, de pollution ou sismiques s'en trouvent réduits. Ce que les tenants de l'opération traduisent par "sans danger".

Bien d'autres aspects pourraient être soulevés. Relevons simplement que l'exploitation du gaz de schiste entre en contradiction avec la protection de l'environnement. Il en est ainsi pour les nappes aquifères dont la sauvegarde, garantie par l'article 27 du Grenelle de l'Environnement, se trouverait niée. Tout comme seraient balayés les engagements gouvernementaux sur la réduction des gaz à effet de serre. Il est vrai que ce gouvernement nous a habitués à le voir étaler une grande vertu : dénier toute crédibilité aux engagements pris !

Laisser faire ? Que non! - La lutte s'annonce âpre et longue. Les mobilisations du printemps sont incontestablement un signe encourageant, même si, importantes dans certaines régions comme le Larzac (5000 manifestants) elles ont été quasi inexistantes dans d'autres, comme le Bas-Rhin, département entièrement couvert par un permis d'exploration. Mais on peut compter sur un atout : les populations sensibilisées par l'accident nucléaire de Fukushima risquent d'être plus vigilantes à l'égard des problèmes générés par l'exploitation du gaz de schiste, fort semblables, comme nous l'avons vu, à ceux liés au nucléaire.

Ne soyons pas naifs, le silence estival du gouvernement est un leurre qui cache probablement bien des cogitations dans les cabinets des ministères de l'industrie, de l'écologie, des finances, et des réflexions chez les experts des compagnies exploitantes (TOTAL,GDFand co). Les pouvoirs publics peuvent très bien nous sortir une sauce frelatée où se mêleront mensonges et promesses. Et si cela ne suffit pas, ils utiliseront le passage en force. La plus grande vigilance est donc de rigueur.

Dans les faits, à la lutte contre le nucléaire, contre ses déchets, déjà plusieurs fois décennale, va s'ajouter celle, nouvelle, contre l'exploitation du gaz de schiste. Car, d'alternative, il n'y aura pas : ce sera nucléaire et gaz de schiste, l'argument massue du pouvoir et des sociétés industrielles de l'énergie consistant à marteler l'idée que la



consommation d'énergie ne cesse de croître et qu'il faut répondre à la demande, oubliant de dire que cette consommation galopante est due pour l'essentiel au forcing exercé par les grandes compagnies pétrolières et le système consumériste, pour le plus grand profit des firmes et la perpétuation du mode capitaliste dominant; au détriment bien sûr de l'environnement.

Ainsi la lutte contre l'exploitation du gaz de schiste, tout comme celle contre le nucléaire, s'affirme être un volet important du combat anti-capitaliste.

**J.F**, le 16 - 8 – 11

(1) Un seul exemple: Superphényx, fermé par décision de Jospin en 1997, dont la construction avait coûté 9 milliards d'euros, devra aligner quelque 11 milliards pour son démantèlement (encore dix ans de travaux envisagés).

#### Sources

- Le Monde Diplomatique de juillet 2011 pour la part du nucléaire.
- Courant Alternatif, n° 212, été 2011, pour la partie gaz de schiste.
- Divers : Le Canard Enchaîné ...

## Les pièges mortels de l'identité nationale

Le numéro 33/34/35 de la revue de « *Ni patrie ni frontières »* réalisée par Yves Coleman s'ouvre sur plusieurs articles de l'Encyclopédie anarchiste (publiée entre 1925 et 1934). Ils permettent de situer la critique de concepts comme ceux de nation et de patrie, de nationalisme et de patriotisme dans une longue durée historique, et de se dégager de ce que l'on est bien obligé d'appeler «l'antisarkozysme primaire» qui, volontairement ou pas, sert la soupe à la gauche pourrielle et à ses grandes manœuvres pré-électorales cousues de fil blanc.

Ces textes montrent que les anarchistes, au début du XXe siècle, percevaient clairement le rôle de l'embrigadement patriotique dès la Révolution française et se méfiaient du nationalisme républicain de la gauche dite «socialiste». Portés par l'optimisme initial du mouvement ouvrier qui défendait les vertus du rationalisme et les valeurs des Lumières, ils ont continué à croire passionnément en les vertus de l'éducation (individuelle ou dans le cadre des Bourses du travail et des organisations anarchistes), même après l'avènement du stalinisme, du fascisme et du nazisme. Mais, en comparant systématiquement le nationalisme ou le patriotisme à une religion, les anarchistes ont eu tendance à tomber dans le même piège que celui de leur anticléricalisme (parfois) caricatural : avoir l'illusion qu'il suffit de mener un combat rationaliste déterminé contre une idéologie pour que celle-ci recule, ou disparaisse, dans la tête des exploités.

A (re)découvrir aussi dans ce n°33/34/35 : le Manifeste des anationalistes, une curiosité, publié en 1931 par la fraction «prolétarienne» des espérantistes, il n'a guère eu d'influence mais sa critique conjuguée du nationalisme et de l'internationalisme est fort intéressante.

Les deux textes d'Anton Pannekoek et de Paul Mattick éclairent la réflexion théorique de ces marxistes antistaliniens sur le nationalisme. Malheureusement, l'évolution historique leur a donné tort, du moins sur ce point. Le XX<sup>e</sup> siècle et aussi le XXI<sup>e</sup> siècle, du moins pour le moment, n'ont pas vu le nationalisme (ce que Pannekoek appelle la «communauté de destin et de caractère» entre la bourgeoisie et le prolétariat) reculer devant l'internationalisme, ou l'anationalisme, bien au contraire.

Jamais autant de peuples et d'organisations n'ont lutté pour créer des Etats-nations, à l'image de l'Etat républicain français, jamais les luttes politiques n'ont été autant polluées par l'idéologie nationaliste. Et ce ne sont pas les derniers avatars du nationalisme, l'islam politique, le régionalisme identitaire ou indépendantiste et l'anti-impérialisme réactionnaire de la majorité du mouvement altermondialiste qui nous contrediront.

Si Pannekoek et Mattick prônent de répondre systématiquement «Prolétariat» et «Lutte de classe» chaque fois que quelqu'un prononce les mots «autonomie» ou «indépendance nationale», on ne peut qu'approuver leur position de principe, tout en constatant que cette stratégie n'a eu jusqu'ici aucun succès...

La revue aborde ensuite le débat franco-français sur l'identité nationale. Une des conséquences du «débat» lancé par Sarkozy est soulignée : le rapprochement entre un courant de gauche laïco-xénophobe et l'extrême droite sur les questions de la laïcité, de l'immigration et de l'islam, en soulignant que cette tendance se manifeste à l'échelle européenne, sous diverses formes et ne constitue ni une exception française, ni un phénomène négligeable.

Un texte de Trotsky sur le fascisme et le nazisme remet les pendules à l'heure à propos de l'antifascisme stalinien. Le prétendu «racisme anti-Blancs», mythe répandu bien sûr par l'extrême droite mais qui commence à contaminer la gauche est examiné.

Une contribution de Syb se penche sur le rôle de l'ésotérisme dans l'idéologie d'extrême droite, phénomène souvent méconnu ou jugé secondaire.

Enfin, des textes analysent comment les problèmes de l'identité nationale, de la laïcité et de l'extrême droite sont abordés en Belgique, et aux Pays-Bas.

Pour commander ce numéro33/34/35 (ISSN : 1637-31 03) de la revue «Ni patrie ni frontières» intitulé «Les pièges mortels de l'identité nationale» écrire à yvescoleman@wanadoo.fr ou envoyer 12 euros à l'ordre de Yves Coleman 10 rue Jean-Dolent 75014 Paris (Ou rendez vous sur la boutique Ni patrie ni frontières sur Priceminister où vous trouverez d'autres numéros de «Ni Patrie ni frontières»).

Site à visiter : h://mondialisme.org/

## Rencontres et lectures à contre courant

#### Le Larzac s'affiche

Le 28 octobre 1971, les habitants du plateau du Larzac apprennent à la télévision la décision de l'extension du camp militaire du Larzac. Les paysans décident alors de défendre leurs terres. En 1981, la promesse du candidat François Mitterrand, élu, est tenue. Il renonce à l'extension du camp militaire.

De 1971 à 1981, en 10 années de création et de diffusion, le Larzac a peu à peu dessiné l'image d'un combat à valeur de symbole. Des centaines d'affiches réalisées dans l'enthousiasme, ou dans la rage parfois, ont mis à jour une formidable énergie créative. Les affiches et documents iconographiques réunis dans ce livre permettent de suivre l'évolution de 10 ans de lutte.

**«Le Larzac s'affiche»** de Solveig Lefort est paru aux Editions du Seuil. 142 pages. 19 euros.

#### La trahison des éditeurs

L'édition est la grande absente des analyses qui évoquent l'éternel combat pour le contrôle des esprits. Elle est pourtant aux mains des grands groupes, comme les autres médias. Et elle remplit la même fonction dans le maintien de l'ordre idéologique. Les grands éditeurs forgent un monde social et économique face auquel les idées de changement ne pèsent pas grand-chose et où on transforme les lecteurs en consommateurs, limitant la capacité d'agir du plus grand nombre.

Ecrit par un éditeur (l'auteur, Thierry Discepolo, a participé à la fondation de la revue «Agone» à l'origine des éditions du même nom), ce livre propose à la fois une anti-légende de l'édition et un questionnement sur les responsabilités sociales et politiques de tout métier : de quelles manières et sous quelles bannières défendre quels projets de société ?

**«La trahison des éditeurs»** est parue aux Editions Agone, BP 70072, 13192 Marseille cedex 20. (http://agone.org). 208 pages. 15 euros.

## Haiti: colonisation, dette et domination

Issu d'une collaboration entre le CADTM et la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif (PAPDA), cet ouvrage présente en détail l'histoire et la situation actuelle d'Haïti après le séisme de janvier 2010.

A bien des égards, ce pays «le plus pauvre d'Amérique latine» est un cas d'école au vu des moyens mis en place par les classes dominantes pour asservir les insoumis. Son étude est donc utile pour pointer les vraies causes de la domination, de la misère et du non-respect des droits humains, tout en développant les revendications des mouvements sociaux sur place et en présentant des alternatives en rupture avec le modèle capitaliste.

«Haiti. Entre colonisation, dette et domination, 2 siècles de lutte pour la liberté» par Sophie PERCHELLET est paru aux Editions CADTM/PAPDA. 12 euros. ISBN: 978-2-930443-15-7

#### Osons l'utopie!

En 1971, des centaines de communautés naquirent et s'implantèrent en Europe, dernière vague du mouvement hippy, né dans les années 1960 aux USA. Flower-power, «Faites l'amour, pas la guerre !», c'était bon pour nos amis d'Outre-atlantique, mais ici, en France, nous n'avions pas digéré l'échec de 1968 et la reprise insolente de la réaction. Certains voulaient radicaliser la lutte (cf. les Brigades rou-

ges, Action directe, la RAF de Baader-Meinhof), d'autres jugeaient l'affrontement suicidaire et préféraient le contournement : vivre tout de suite, en parallèle, ce que le pouvoir politique nous avait refusé. C'était la ligne non violente, majoritaire, du mouvement des communautés. Alors on se demande de quoi Pompidou et sa clique avaient peur ?

**«Osons l'utopie !»** de Christian Dupont est paru aux Editions libertaires. 256 pages. 15 euros.

## Itinéraire d'un révolutionnaire espagnol

Le 16 juin 1937, alors que la guerre civile fait rage en Espagne, des dizaines de militants et la majeure partie de la direction du POUM (Parti Ouvrier d'Unification Marxiste) sont pris dans un vaste coup de filet organisé par les agents du Guépéou, désormais tout-puissants en zone républicaine. Paco et ses camarades sont emprisonnés jusqu'en juin 1938. Après un séjour dans s'ignominieux camps de concentration français, il s'évade et s'installe à Paris pour le restant de sa vie. Quand, en mai 1968, Paco et ses collègues d'usine prennent parti pour les étudiants révolutionnaires, ils sont à nouveau classés comme des «éléments suspects» par les cheffaillons de la CGT.

Dans la narration de cet itinéraire, le protagoniste s'efface souvent derrière le mouvement de l'Histoire. On revisite les évènements à l'aune de la vie des individus et de leurs contradictions. On en retiendra que lui et ses amis ont eu le courage de rompre avec l'imposture stalinienne. Ils ont puisé dans le POUM, radical et atypique, une raison de vivre... et, pour nombre d'entre eux, de mourir.

«Le suspect de l'hôtel Falcón - Itinéraire d'un révolutionnaire espagnol» de Charles Reeve et Raúl Ruano Bellido est paru aux Editions de l'Insomniaque (43 rue de Stalingrad 93100 MONTREUIL http://insomniaqueediteur.org). 128 pages. 13 euros.

#### Les cahiers du féminisme (1977/1998)

Ce livre collectif retrace l'expérience des Cahiers du féminisme, une revue «féministe-luttes de classes», qui pendant vingt ans a tenté d'éclairer les questions qui se posaient dans le bouillonnement (ou les reflux) du mouvement des femmes et du mouvement ouvrier. Pour les rédactrices, toutes bénévoles, membres de la Ligue communiste révolutionnaire, il s'agissait de relire l'histoire et de s'emparer de l'actualité politique avec le regard aiguisé de militantes salariées et syndicalistes, profondément engagées dans le combat féministe collectif. Les auteures de ce livre, épaulées par une historienne féministe, tentent de nous faire partager les enthousiasmes et les interrogations qui ont été à la source de la publication. Au fil des chapitres, les auteures font surgir l'arrière-plan politique et militant qui a alimenté les rubriques ou les dossiers de la revue.

Comment la lutte pour avoir « le temps de vivre » a-t-elle percuté la division sociale et sexuée des tâches dans la famille, le monde du travail et la politique ? Quelle place ont prise les femmes dans les luttes et les mouvements sociaux en France et sur le plan international ? Comment se sont-elles organisées ? Comment les Cahiers du féminisme se sont-ils situés dans des débats qui rebondissent aujourd'hui comme celui sur le foulard musulman à l'école, la laïcité et l'émancipation des femmes ? Où en sont les féministes aujourd'hui ? Les auteures nous invitent à faire un va-et-vient permanent entre les interrogations d'hier et d'aujourd'hui.

**«Les cahiers du féminisme (1977/1998)** - Dans le tourbillon du féminisme et de la lutte de classes» est paru aux Editions Syllepse. 348 pages. 24 euros.

## A nos lectrices et lecteurs

Après la Libération, la libre circulation des idées paraissait essentielle pour éviter de nouvelles horreurs. C'est ainsi que - inspirées du programme du CNR - des dispositions ont été prises pour favoriser la diffusion de la presse écrite. La Poste - qui était alors un Service Public - devait apporter sa contribution en acceptant de distribuer les journaux à un tarif inférieur au coût réel.

Cela fait maintenant une vingtaine d'années que "socialistes" et libéraux s'ingénient à détruire ce dispositif qui a le tort à leurs yeux d'entraver la recherche de profit et donc de retarder la privatisation de la Poste. Résultat: des milliers de petites revues comme la nôtre ont disparu, victimes de contraintes financières et matérielles de plus en plus lourdes. La Poste - qui n'est plus un service public - vient de nous imposer une nouvelle contrainte qui nous amène à ne plus insérer l'encart qui nous permettait d'alerter lectrices et lecteurs en fin d'abonnement ou de prospection. Mais on s'accroche ! Et...

...Nous faisons appel à votre vigilance et nous vous demandons d'observer le rabat de l'étiquette autocollante ci-dessous à gauche :

Si un gros point rouge apparaît à gauche de ce texte sur le rabat de l'étiquette/adresse autocollante, (ré) abonnez-vous!

Pour se (ré)abonner, vous pouvez utiliser le bulletin imprimé en haut, à droite, de cette page (ou l'imprimer à partir du site internet).

Vous pouvez aussi le faire sur papier libre; c'est plus pratique pour nous fournir aussi - si vous le pouvez - nom(s) et adresse(s) de personne(s) qui pourrai(en)t être intéressée(s) par ACC que nous leur enverrons en prospection, avec mention de votre nom (c'est un des rares moyens dont nous disposons pour susciter de nouveaux abonnements et... survivre!).

Nous proposons plusieurs formules :

- Le (ré)abonnement simple: 10 € (un an pour 10 n°)
- Le (ré)abonnement de soutien (un an pour 10 n°): 15 €, 20 €, ou plus - si vous le pouvez - en soutien.
- Le (ré)abonnement/diffusion : 20 € (4 exemplaires par numéro, sur un an, expédiés à votre adresse).
- Le (ré)abonnement/parrainage : 15 € (votre (ré) abonnement + un (ré)abonnement pour une personne de votre choix dont vous nous indiquez l'adresse).

Chèque à l'ordre d' "A Contre Courant", avec nom(s) et adresse(s) sont à envoyer à : A CONTRE COURANT BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2

- Vous pouvez aussi vous (ré)abonner avec paiement Paypal sur notre site (voir références ci-contre).

#### COMITE DE REALISATION

A. BIHR / H. COUPERNOT / L. DALSTEIN / G. DENEUX J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT / M. MANSOUR / B. MARION B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

## BULLETIN DE (RE)ABONNEMENT

Abonnement 10 numéros (1 an)	
□ SIMPLE	10 Euros
□ de SOUTIEN	Euros
☐ Faibles ressources (selon possibilités) .	
(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")	
NOM	
Prénom	
Adresse	

CPPAP n° 0213 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

## A CONTRE COURANT (service abonnements)

BP 12123 68060 MULHOUSE cedex 2 PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 08/09/2011

## **Sommaire**

Page 1 Edito : Ne faites pas cette tête là !
Page 2 à 511 septembre 2001 : le jour où
la question de la laïcité est devenue mondialisée
Page 6 et 7 Dette publique = racket cynique
Page 8 et 9 Les indignés : écart ou sur-place ?
Page 10 et 11 Des niveaux différents de lutte
Page 11 Edito AL : Riches un jour, riches toujours?
Page 12 à 14 Gaz de schiste, nucléaire : même
combat
Page 14 Les pièges mortels de l'identité nationale
Page 15 Rencontres et Lectures
Page 16 A nos lectrices et lecteurs

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)

et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet: http://www.acontrecourant.org Courriel: courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo 52100 BETTANCOURT-LA-FERREE